



COMMUNIQUE DE PRESSE

VACCINATION DES PERSONNELS DE L'EDUCATION

Le 15 avril dernier, le Premier ministre annonçait des créneaux dédiés pour la vaccination des seul-es enseignant-es, ATSEM et AESH âgé-es de 55 ans et plus. Mais depuis le 12 avril la vaccination est ouverte à toutes les personnes de 55 ans et plus. Ce n'est donc pas une priorité que le Premier ministre a définie mais une facilitation d'accès pour moins de 16 % des personnels. Par ailleurs, ce n'est pas l'ensemble de la communauté scolaire qui est concernée : le périmètre restreint omet plusieurs catégories de personnels de l'Education nationale, pourtant exposés aux risques de contamination du fait de leur contact avec un public nombreux.

L'organisation des opérations de ce week-end s'est faite dans la plus grande précipitation, une nouvelle démonstration de l'impréparation permanente de la gestion de la pandémie par le gouvernement et le ministère. Bien souvent, les collègues ont été informés vendredi après-midi (lorsqu'ils ont été informés !), parfois moins d'1h avant la fin des inscriptions pour les créneaux de ce week-end. On ne compte bien souvent qu'un seul centre par département. Rien n'a été fait pour faciliter l'organisation des opérations et l'accès à la vaccination du plus grand nombre.

Si cette annonce précipitée fait suite aux demandes et pressions syndicales, elle oublie l'immense majorité des personnels comme le reste des conditions nécessaires pour une rentrée la plus sûre possible sous pandémie. Une stratégie globale doublée d'un calendrier précis doivent être diffusés le plus rapidement possible dans l'objectif de parvenir à une couverture vaccinale de tous les personnels volontaires dans les meilleurs délais.

Maintenir l'école ouverte sous pandémie ne peut être assuré comme une séance d'improvisation. La période du 2 au 25 avril aurait dû être mise à profit pour permettre les conditions de reprise en présentiel des écoles et établissements scolaires afin qu'ils puissent pleinement jouer leur rôle pédagogique comme social. Le gouvernement n'en prend pas le chemin.

Au-delà de l'accès prioritaire et d'un calendrier d'accès à la vaccination pour tous les personnels volontaires, le gouvernement doit assurer la mise en place de mesures adaptées dès le premier cas Covid avéré (fermeture de la classe, élèves comme personnels déclarés cas contacts), l'amélioration de la politique de tests, un meilleur équipement (locaux équipés de capteurs CO2, masques chirurgicaux fournis aux élèves et aux personnels,...) ainsi que des classes allégées par l'utilisation immédiate de toutes les possibilités de recrutement...

La FSU exige du gouvernement des réponses claires et précises à ces demandes, à l'image des 45 000 personnes qui ont signé la pétition unitaire « Pour la reprise le 26 avril : il faut agir rapidement ».

Les Lilas, le 20 avril 2021